

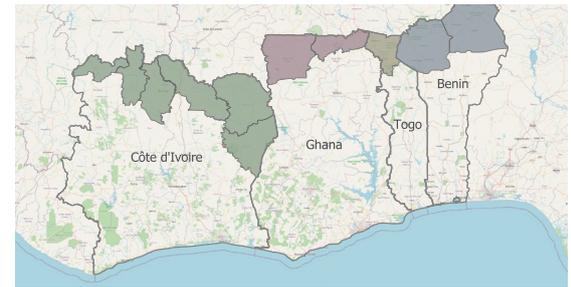
*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Informations clés sur l'évolution du contexte (février – mars 2023)

Une **basse des incidents sécuritaires** a été rapportée pendant la période de rapportage, ce qui confirme la volatilité du contexte et la fluctuation des événements. Par rapport au nombre des incidents rapportés, le Bénin et le Togo restent les plus affectés par l'insécurité le long de la frontière¹.

- Au **Togo**, l'inquiétude grandit autour de la situation sécuritaire dans la région des Savanes, théâtre de nouveaux incidents de sécurité au mois de février 2023. Des attaques des groupes armés non étatiques ont été rapportés près de la frontière avec le Bénin.
- Au **Bénin et au Togo**, de multiples attaques visant à la fois les forces de sécurité et les civils confirment la présence de groupes armés non étatiques dans le nord des deux pays. Le chef d'Etat au Bénin a confirmé la maîtrise de la situation par les forces nationales et il a récemment reproché à certain media le mauvais traitement de l'information sur les menaces dans le Nord du pays.
- En **Côte d'Ivoire**, le gouvernement a annoncé formellement le démarrage de la mise en place d'une assistance humanitaire pour répondre aux mouvements des populations et assister les personnes, qui ont été accueillies par les communautés locales, dans les zones Nord et Nord-Est du pays. En plus, il a été confirmé l'identification et l'aménagement de deux sites de transit dans les départements de Ouangolodougou et Bouna, destinés à accueillir provisoirement les réfugiés, dans l'attente de leur retour dans leur pays d'origine.
- La délivrance de l'assistance humanitaire sera aussi accompagnée par le renforcement des activités de suivi et monitoring des activités des ONG et des associations.
- Au **Ghana**, Les autorités ont annoncé le renforcement des forces militaires nationales à la frontière au nord-est du pays. Les Etats Unis ont promis une aide financière de 92 millions de dollars américains pour épauler le pays dans son combat contre l'insécurité qui augmente aux frontières. Cette assistance bénéficiera aussi au Bénin, à la Côte d'Ivoire, à la Guinée et au Togo, des pays bordant pour la plupart le golfe de Guinée.

Couverture géographique



Régions administratives : Bénin (Alibori, Atacora); Côte d'Ivoire (Folon, Bague, Poro, Tchologo, Bounkari, Gontougou) ; Ghana (Upper East, Upper West) ; Togo (Savanes)

Chiffres clés² (janvier 2021 - mars 2023)

	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo
# de troubles sociaux	40	8	9	5
# d'incidents violents	127	33	27	34
Population à risque sur population totale	1,9M (16%) sur 11,9M	2,9M (11%) sur 22,9M	2,1M (7%) sur 29,3M	1,0M (13%) sur 7,9M



Concernant **les mouvements des populations**, alors que les actes de violence et d'insécurité continuent d'augmenter au Burkina Faso, le nombre de personnes fuyant vers les pays côtiers a augmenté, avec plus de **17 000 nouveaux réfugiés signalés** pour les seuls mois de février et mars.



Le 15 février 2023, le Conseil de Ministres de la Côte d'Ivoire a adopté un décret portant ouverture des frontières terrestres du pays. Avec la Côte d'Ivoire, **les quatre pays côtiers ont désormais leurs frontières ouvertes**.



Sécurité Alimentaire : L'analyse du Cadre Harmonisé au niveau national a révélé que pendant la période entre mars et mai 2023, environ 2,9 millions de personnes dans les trois pays côtiers analysés (Bénin, Côte d'Ivoire et Ghana) sont en situation d'insécurité alimentaire (phase 3 ou supérieure de l'analyse CH). Pour la période courante entre le mois de mars et mai 2023, au Bénin et en Côte d'Ivoire aucune zone analysée n'est classée en phase de Crise (phase 3) ou Urgence (phase 4). Seulement au Ghana, pour cette période 9 zones sur les 66 zones analysées, soit 13%, sont classées en phase 3 (Crise).



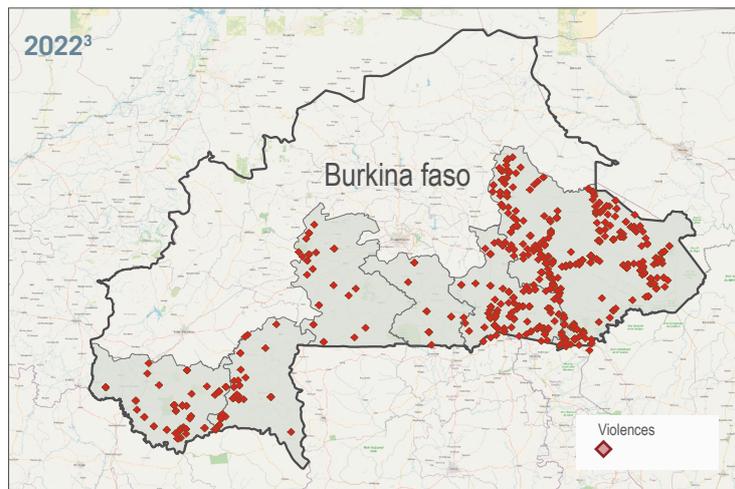
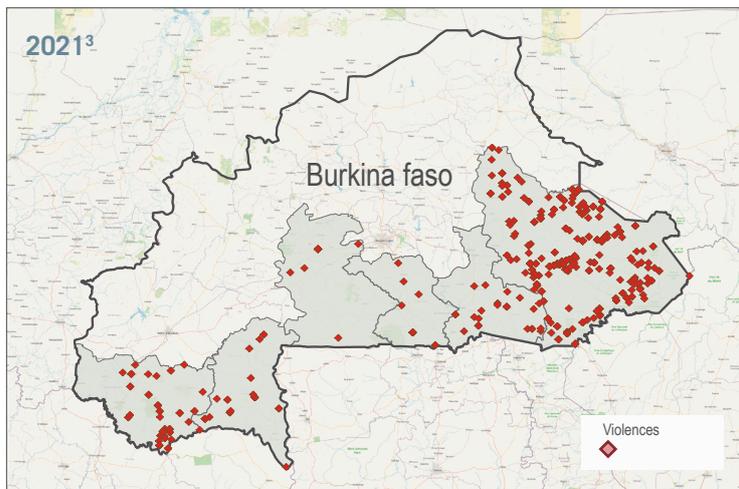
Accès aux services de santé : aucun dysfonctionnement des centres de santé n'a été rapporté au Ghana. Au Togo environ 12 formations sanitaires ne sont pas fonctionnelles dans les zones au nord du pays à cause de l'abandon du poste par le personnel sanitaire à cause de l'insécurité. Dans les zones au nord du pays, plusieurs facteurs limitent la capacité d'accès aux services et soins de santé, notamment la distance physique des centres, la présence d'engins explosifs et l'absence de personnel de santé à cause de l'insécurité mais aussi des manques de ressources minimales.

¹ ACLED est la source de toutes les données relatives aux incidents de sécurité dans ce document.

² Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Évolution des incidents sécuritaires³



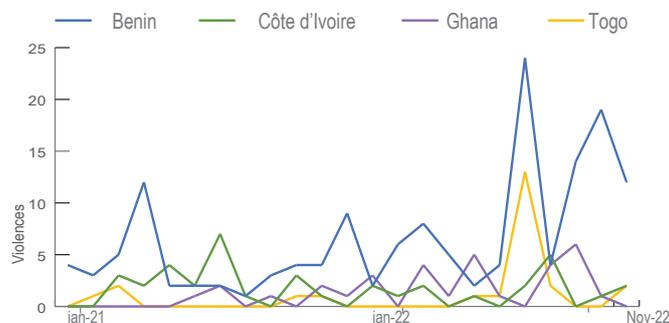
Entre janvier 2021 et mars 2023, 283 incidents, incluant 62 troubles sociaux et 221 épisodes violents, ont été signalés dans les régions du nord du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire.

Entre février et mars 2023, les épisodes violents ont baissé de 16% par rapport à la période décembre 2022 - janvier 2023, confirmant les fluctuations observées au cours des derniers mois.

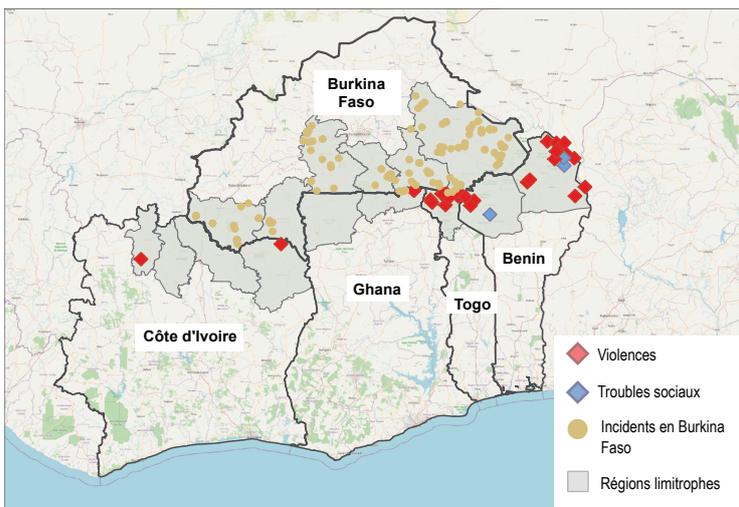
Le Bénin continue d'enregistrer la majorité des incidents avec 58% des événements enregistrés sur la période considérée, alors que Togo qui totalise 31% des incidents affichent un bilan humain parmi les civils beaucoup plus élevé que le Bénin. Les attaques de groupes armés non étatiques contre les civils persistent au Togo, avec une violence accrue au cours de ces derniers mois dans la région des savanes, forçant plusieurs centaines de personnes à se déplacer^x.

La tendance reste stable en Côte d'Ivoire et au Ghana où les incidents rapportés ne dépassent pas les niveaux enregistrés au cours des quatre derniers mois.

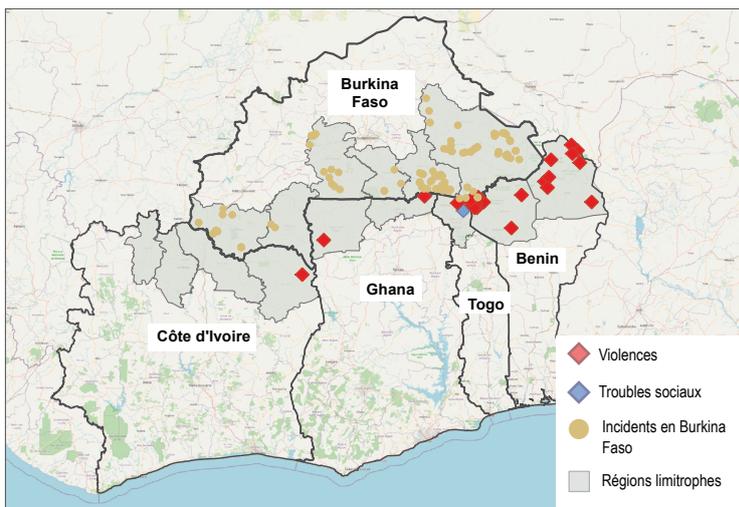
Evolution des incidents de violence par pays



décembre 2022 - janvier 2023



février - mars 2023



³ Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.

Insécurité

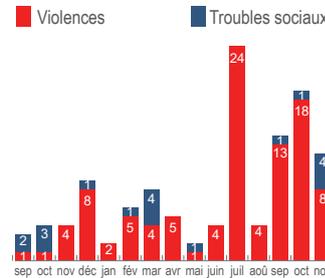
Cette section examine l'évolution des incidents sécuritaires dans les pays côtiers pour les périodes comprises entre décembre 2022-janvier 2023 et février-mars 2023. Les termes de «troubles sociaux» et «violences» servent à distinguer les manifestations, soulèvements populaires et incidents impliquant les forces de l'ordre, défis sociétaux et des événements violents tels que, attaques de groupes armés, conflits communautaires ou enlèvements.

Bénin

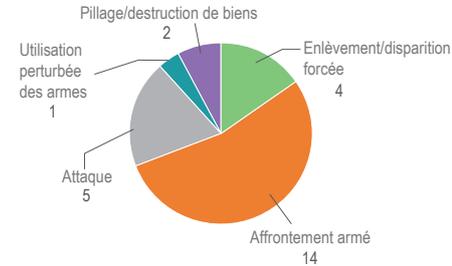
Au cours de la période février – mars 2023, les incidents sécuritaires dans les régions au nord du Bénin sont restés à un niveau stable avec 15 événements enregistrés, contre 14 rapportés entre décembre 2022 et janvier 2023. Cette tendance reflète une baisse de presque la moitié des incidents sécuritaires observés depuis la période entre octobre - novembre 2022. Les incidents sont pour la plupart attribués aux groupes armés non étatiques habituellement actifs dans cette zone du pays et incluent des attaques contre des forces de sécurité, des pillages, l'utilisation d'engins explosifs improvisés, des enlèvements et des violences contre des civils.

Le déséquilibre dans la répartition des incidents entre les départements d'Alibori et d'Atakora s'est réduit avec respectivement 60% et 40% des incidents enregistrés contre 86% et 14% durant la période entre décembre 2022 et janvier 2023.

Évolution des incidents sécuritaires

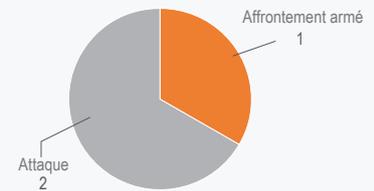


Répartition des «violences» (février - mars 2023)



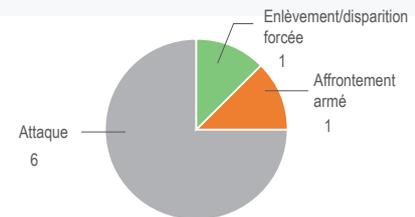
Côte d'Ivoire

Depuis la période octobre-novembre 2022, le nombre d'incidents rapportés par bimestre ne va pas au-delà de trois événements. Cette tendance perdue entre février et mars 2023, avec un seul incident sécuritaire enregistré. Il s'agit d'un épisode de destruction de biens attribué à un groupe armé non identifié dans la région de Zanzan.



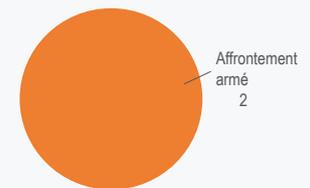
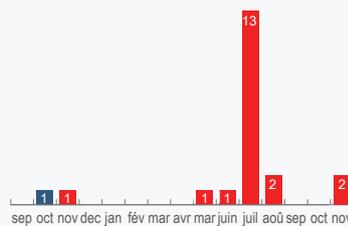
Ghana

Les incidents sécuritaires sont en baisse avec seulement deux événements rapportés contre quatre pour la période entre décembre 2022 et janvier 2023. Il s'agit de violences contre des civils ayant causé la mort de deux personnes dans les régions Upper East et Upper West. Toutefois, aucun groupe armé non étatique n'est impliqué dans ces violences.

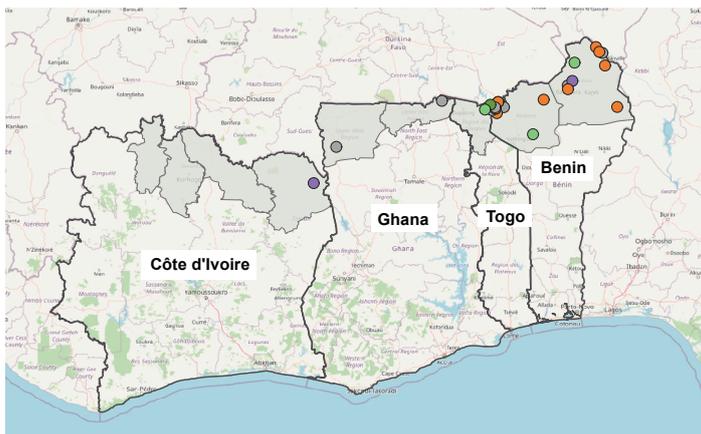


Togo

Entre février et mars 2023, les incidents sécuritaires sont en légère baisse avec huit événements enregistrés contre onze rapportés entre décembre 2022 et janvier 2023. Toutefois, cette baisse des incidents est un « trompe l'œil » car le Togo est le pays où le nombre de civils tués dans des attaques de groupes armés non étatiques est le plus élevé. Les attaques du 10 février 2023 contre les villages de Tola et Gningou (préfecture de Kpendjal), causant la mort de 31 personnes, sont emblématiques de cette dynamique. Les autres incidents rapportés incluent des enlèvements, l'usage d'engins explosifs improvisés, et des affrontements entre les forces de sécurité et les groupes armés non-étatiques.



février - mars 2023



Incidents sécuritaires par catégorie

- Affrontement armé
- Arrestations
- Attaque
- Enlèvement/disparition forcée
- Explosif à distance/mine terrestre/IED
- Manifestations avec interventions policières
- Manifestation violente
- Pillage/destruction de biens
- Utilisation perturbée des armes
- Violence sexuelle en temps de guerre
- Manifestation violente

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Dynamiques de déplacement

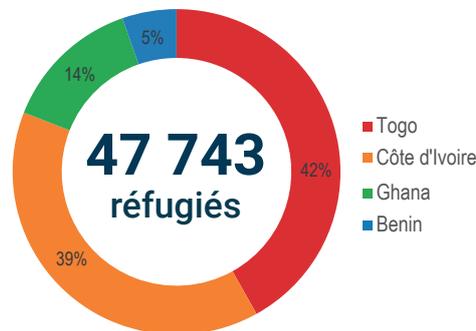
Réfugiés⁴

Alors que les actes de violence et d'insécurité continuent d'augmenter au Burkina Faso, le nombre de personnes fuyant vers les pays côtiers a augmenté, avec plus de 17 000 nouveaux réfugiés signalés pour les seuls mois de février et mars.

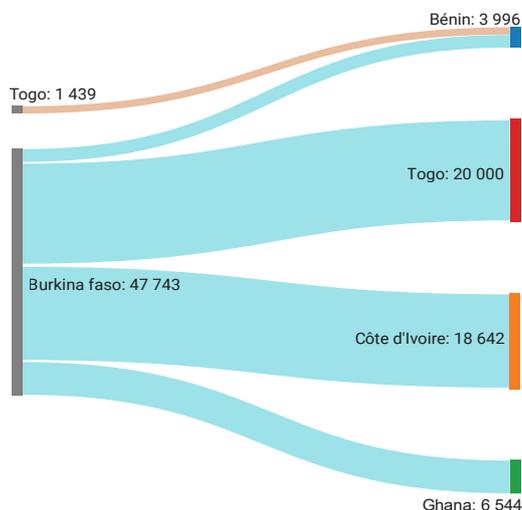
La situation est exacerbée par le débordement du conflit au-delà des frontières du Burkina Faso et par les attaques de villages dans le nord du Togo, qui ont poussé 1 439 Togolais à fuir vers le Bénin à la recherche d'une protection. Le gouvernement togolais a également fait état de 32 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le nord du Togo.

A la date du 30 mars 2023, le nombre total de réfugiés venant du Burkina Faso dans les pays côtiers s'élève à 47 743 individus répartis comme suit : 20 000 au Togo, 18 642 en Côte d'Ivoire, 6 544 au Ghana et enfin 2 557 individus au Bénin.

Répartition des réfugiés venant du Burkina Faso par pays⁴



Provenance des réfugiés et les demandeurs d'asile⁴



Pays de provenance	Pays d'accueil				Total
	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	
Burkina Faso	2 557	18 642	6 544	20 000	47 743
Togo	1 439	-	-	-	1 439
Total	1 621	18 642	6 544	20 000	49 182

Déplacements internes⁵

Au **Bénin**, selon le ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, au mois d'octobre 2022, 1 231 déplacés internes ont été rapportés dans la Commune de Matéri.

Concernant le **Togo**, la révision des données officielles rapportées au 15 décembre 2022, par l'Association Nationale de la Protection Civile, fait état de 6 008 personnes déplacées internes (1 148 ménages) dans la région de Savanes. Cela représente une augmentation de 62% par rapport aux données d'octobre 2022, qui faisaient référence à 2 289 PDIs.

Au 31 Janvier 2023, en Côte d'Ivoire et au Ghana, aucun déplacement interne de la population n'a été enregistré de manière officielle par les autorités locales, durant la période observée. Les médias rapportent

toutefois que des personnes déplacées internes sont présentes dans ces pays, et les gouvernements procèdent actuellement à un exercice de recensement qui devrait permettre de dresser un tableau plus précis de la situation.

Pays	Déplacements internes ⁶				Total
	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	
Bénin	1 231	0	0	6 008	7 239

⁴ Données de référence mises à disposition par le bureau régional de UNHCR. Les données incluent les personnes enregistrées par le HCR et non enregistrées. ⁶ OIM.

⁵ Analyse et données de référence mis à disposition par le bureau régional de l'OIM.

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

L'environnement logistique⁷

Indices de vulnérabilité logistique⁷

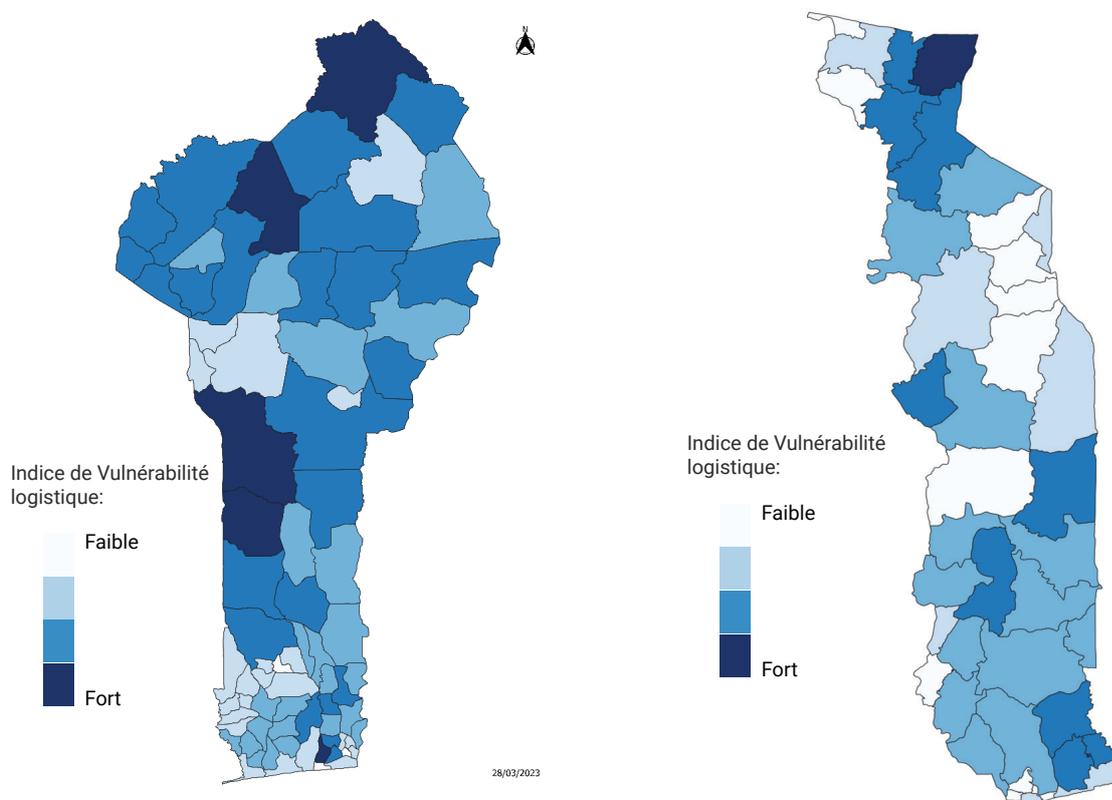
Zones couvertes : échelle nationale, Togo et Bénin

L'Indice de Vulnérabilité Logistique un outil d'analyse comparative. Il permet une hiérarchisation à partir d'indicateurs d'accès calculés avec des données secondaires. Il permet d'analyser et de classer les zones selon la capacité des environnements logistiques à soutenir les communautés à faire face aux aléas, ainsi qu'à accéder aux services et aux moyens de subsistance. Présenté sous forme de carte ou de tableau, l'IVL permet, couplé avec d'autres indicateurs de vulnérabilité, de prioriser les zones où l'aide humanitaire est la plus nécessaire à l'échelle des pays, des régions et des districts.

Le suivi des Indices de Vulnérabilité Logistique rapport un niveau élevé de vulnérabilité dans les zones situées à l'extrême nord du Togo et du Bénin.

La préfecture de **Kpendjal au Togo** (106 000 habitants environ), ciblée par les attaques des groupes armés non étatiques, apparaît comme la zone la plus vulnérable du point de vue de ces indicateurs, avec une très faible couverture en réseau routier et accès pédestre aux grands centres d'approvisionnements. Sur la moyenne et longue période, la dégradation de la situation sécuritaires risques d'avoir un impact négatif sur ces indicateurs.

Au **Bénin**, c'est la commune de **Karimama (Alibori)** située à l'extrême Nord du pays qui apparaît comme la plus vulnérable. Selon les derniers recensements démographiques, cette zone accueille 97 000 habitants environ.



Disponibilité des produits d'urgence sur les marchés⁷

Zones couvertes : échelle préfectorale et départementale ; Préfectures de l'Oti et Oti-Sud, Togo et Départements de l'Alibori et l'Atacora, Bénin

Les produits d'urgence pris en compte : Savon 250 g, Dalle de latrine (ciment ou béton), Seaux avec anse et couvercle 20L, Bâche 4*5m, Couverture 2 places, Moustiquaire imprégnée 2 places, Riz, Sucre, Huile végétale

L'évaluation de la disponibilité de certains produits « d'urgence » dans les zones à risque au nord du Bénin et Togo fournit des informations importantes visant à orienter la stratégie de réponse opérationnelle et la définition des modalités d'intervention les plus pertinentes et adaptées au contexte.

Au **Togo**, on remarque que la plupart des « produits d'urgence » sont disponibles sur les marchés évalués, à l'exception du marché de Tchamonga. La dalle pour la construction des latrines est le produit le plus difficile à trouver dans la majorité des marchés locaux. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que la majorité des marchés évalués dans les zones ciblées sont de type rural. Au **Bénin**, la dalle des latrines mais également les moustiquaires, et les bâches sont les produits les plus rares sur les marchés ruraux et ils sont disponibles sur les marchés les plus stratégiques (Kandi et Natitingou respectivement). Toutefois, la disponibilité de ces biens dans les marchés principaux pourrait faciliter la mise en œuvre d'activités d'urgence à travers la modalité de « cash transfert ».

De même, le type de marchés évalués au **Bénin** sont des marchés ruraux. On remarque qu'ici les dalles de latrines, mais l'intégralité des produits d'urgences évalués sont toutefois disponibles dans les deux zones évaluées, ce qui peut faciliter l'opérationnalisation d'interventions d'urgence type « cash transfert ».

⁷ Analyse et données de référence mis à disposition par HI.

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Accès routier - état des routes⁷

Zones couvertes : échelle préfectorale et départementale ; Préfectures de l'Oti et Oti-Sid, Togo et Départements de l'Alibori et l'Atacora, Bénin

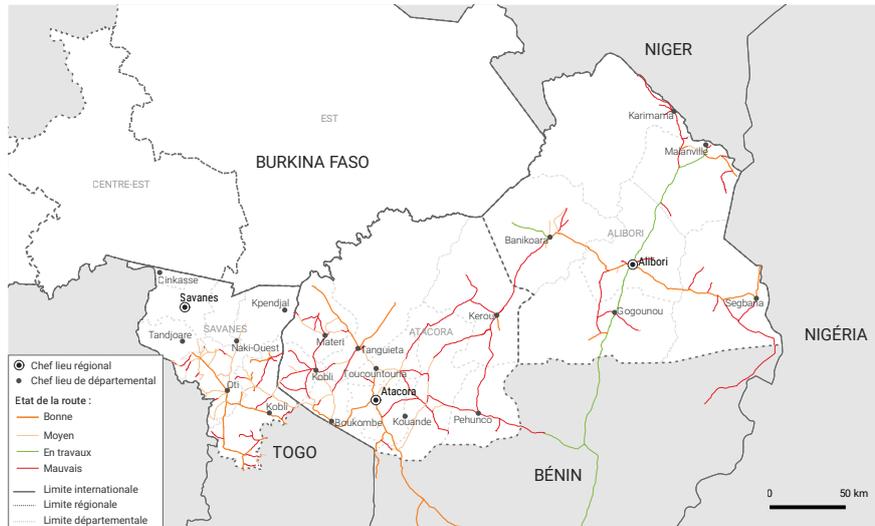
Bénin

Le 57% des routes évaluées dans le département de l'Atacora apparaissent de « mauvais état » et seulement 20% a été rapporté comme étant en « bon » état. Dans le département de l'Alibori, la situation des routes évaluées rapporte des résultats meilleurs avec 50% du réseau en « mauvais état » et 28% en « bonnes » conditions. Pour faire face au mauvais état des routes, les transporteurs et les populations locales font recours à des voies secondaires et de contournement qui parfois augmentent le temps et les coûts du transport.

Togo

L'analyse faite du réseau routier local dans son ensemble montre une bonne interconnexion entre les localités de la préfecture de l'Oti et de l'Oti-Sud. Pour 378 km de route dans l'Oti-Sud et 285 km dans l'Oti, on note également 15% des axes qui sont en bon état dans l'Oti contre 41% dans l'Oti-Sud, 74% en état moyen contre 25% dans l'Oti-Sud, 11% en mauvais état contre 34% dans l'Oti-Sud.

Le réseau routier de la préfecture de l'Oti-Sud est fort dominé par des routes en majorité en terre et dans un état dégradé avec un problème de l'érosion causé par les eaux de ruissellement, le trafic routier, et le manque d'ouvrage de franchissement (exemple des axes Sagbiébou-Gando, Mogou-Tchamonga, Gando-Takpapiéni dans l'Oti-Sud et Barkoissi-Nagbeni, Magna-Mantché, Tchanaga-Gbentchal et Tchanaga-Maldjoaré dans l'Oti).



Sécurité alimentaire et nutrition

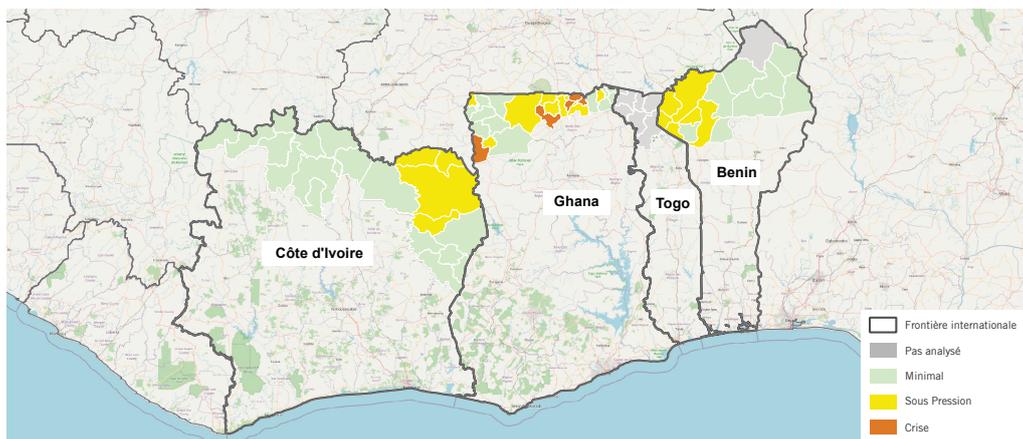
Aperçu de la mise à jour de l'analyse du Cadre Harmonisé⁸ sur le territoire national des pays côtiers

L'analyse du Cadre Harmonisé au niveau national a révélé que pendant la période entre mars et mai 2023, environ 2,9 millions de personnes dans les trois pays côtiers analysés (Bénin, Côte d'Ivoire et Ghana) sont en situation d'insécurité alimentaire (phase 3 ou supérieure de l'analyse CH).

Pour la période de projection (juin-août 2023), l'analyse rapporte une légère réduction du nombre total des personnes en insécurité alimentaire qui est estimé à 2,8 millions de personnes au Bénin, Côte d'Ivoire et Ghana. Au Togo, le nombre des personnes estimées sera légèrement au-dessous de 500 mille personnes.

Pour la période courante entre le mois de mars et mai 2023, au Bénin et en Côte d'Ivoire aucune zone analysée n'est classée en phase de Crise (phase 3) ou Urgence (phase 4). Seulement au Ghana, pour cette période 9 zones sur les 66 zones analysées, soit 13%, sont classées en phase 3 (Crise).

Situation alimentaire et nutritionnelle actuelle (Mars - Mai 2023)



⁷ Analyse et données de référence mis à disposition par HI.

⁸ <https://www.ipcinfo.org/ch/>

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

♀♂ Violences Basées sur le Genre⁹

Aperçu général

Dans un contexte fragilisé par l'instabilité sécuritaire, le suivi des aspects liés à la protection reste une priorité pour assurer la complétude du suivi multirisques.

Togo

Selon les statistiques les plus récentes de janvier à mars 2023 des services des centres d'écoute et celles générées par le Système Intégré d'offre de service holistique de VBG (« One Stop Center ») par l'appui du bureau Pays UNFPA, un nombre total de 317 cas de violences basées sur le genre (toutes formes confondues) ont été enregistrés au Togo pendant la période entre le mois de janvier et mars 2023. Environ 90% de cas sont déclarés par des filles et femmes.

Les formes de violences les plus rapportées sont des violences sexuelles (19%), violence physique 19%, les dénis de ressources d'opportunité ou de services (17%), violence psychologique 39% et les violences dites « institutionnalisées », c'est-à-dire des pratiques néfastes mais soutenues par les normes sociales ou culturelles ou système légaux préétablies.

Quant au contexte dans lequel ces violences ont eu lieu, il en ressort qu'en moyen la majeure des cas sont des violences infligées par le partenaire intime, 6% sont des pratiques traditionnelles jugées néfastes.

En outre les facteurs de risques les plus récurrents sont les mouvements des populations dû au contexte sécuritaire des pays voisins, les normes sociales et culturelles, les mécanismes d'adaptation négative.

Forme de violences au Togo



- Psychologique
- Physique
- Violence sexuelle
- Dénis de ressources d'opportunité ou de service
- Institutionnalisée/Normes sociales/Culturelles

🌀 Dynamiques intercommunautaires et droits de l'homme

Cette analyse couvre la période entre février et mars 2023 » et se base sur un suivi des médias, les données ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project), le rapport mensuel d'alerte précoce sur les droits de l'homme du HCDH8 (Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme) et de la plateforme EMM (European Media Monitoring). Cette analyse est fournie en fonction des zones de risque à la sécurité interne et aux dynamiques intercommunautaires qui peuvent potentiellement contribuer à une détérioration de la situation des droits de l'homme, de la protection et de la sécurité, conformément au cadre de risque de la Plateforme de prévention intégrée (Regional Monthly Review). Au cours de la période considérée, 25 articles de presse relatifs à l'insécurité dans les quatre pays côtiers objet de l'analyse ont été compilés.

Pour la période de rapportage, entre février et mars 2023, un seul incident a été rapporté par la plateforme EMM, notamment au **Ghana**. Dix victimes civiles ont été signalées par les autorités locales à la suite d'affrontements intercommunautaires survenus en février 2023 à différents endroits de la municipalité de Bawku, dans la région de l'Upper East au Ghana. Les tensions inter communautaires persistent à Bawku depuis quelques années entre les groupes ethniques Mamprusis et Kusasis qui se disputent le droit de choisir un nouveau chef à Bawku. La municipalité de Bawku est confrontée à l'invasion croissante de groupes terroristes et armés dans les régions voisines du Burkina Faso, ainsi qu'à d'importants mouvements de ressortissants burkinabés cherchant refuge dans le district de Bawku West.

L'embrassement des tensions intercommunautaires pourrait aggraver l'instabilité et permettre aux groupes armés non étatiques de s'infiltrer au Ghana. Des allégations ont circulé dans les médias sociaux selon lesquelles l'armée aurait perpétré ces meurtres. Les forces armées ghanéennes ont publié un communiqué de presse le 2 février 2023 rejetant catégoriquement ces allégations comme étant fausses et infondées.

⁹ UNFPA

*Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.*

Le GRANIT

Le GRANIT a été conçu en 2021 à Dakar à l'initiative d'OCHA, OIM et de REACH avec l'appui des Groups Sectoriels Régionaux et les agences du SNU et ONG participants dans les mêmes.

Le GRANIT cherche à créer un forum d'experts techniques et gestionnaires de l'information afin d'ouvrir la voie à une approche analytique de type régionale, holistique et inter sectorielle pour informer les phases de préparation et de réponse aux crises.

Méthodologie

L'outil de veille vise à assurer le suivi de l'évolution de la situation dans les pays ciblés avec une approche multirisque. Pour ce faire, 15 indicateurs ont été sélectionnés par le groupe régional d'experts en préparation et réponse aux urgences et les membres du GRANIT. L'évaluation de la situation est élaborée par le groupe d'experts qui collaborent au GRANIT. La qualité de l'analyse est influencée par la complétude des données/information disponibles.

La fréquence de mise à jour est bimestrielle. Un découpage de la zone frontalière des pays (Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo) a été fait pour réduire la zone d'étude.

Pistes de réflexion proposées par les membres à explorer dans les analyses futures

1. Assurer un suivi régulier de l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones au sud du Burkina Faso et les zones nord des pays côtiers, tout le long de la frontière.
2. Améliorer l'analyse et la désagrégation des incidents sécuritaires, avoir une meilleure lecture des dynamique internes dans les pays côtiers et mieux orienter les activités de veille et les décisions autour de la préparation et la réponse aux urgences.
3. Approfondir l'analyse des liens entre les anomalies négatives de biomasse dans les pays du Sahel central et les fréquences des conflits / conflits fonciers dans les pays côtiers.
4. Assurer un suivi régulier des mouvements de populations dans les pays ciblés.
5. Compléter la collecte des données, pour renseigner les autres indicateurs sélectionnés pour l'outil de veille multirisques afin d'avoir une meilleure visibilité sur l'évolution du contexte.

Information sur les indicateurs

Ces indicateurs font référence à la méthodologie de veille élaborée par les experts sectoriels et les membres du GRANIT. Il est à souligner que seuls trois des 15 indicateurs présentés ci-dessous sont pris en compte dans ce rapport. L'ambition du GRANIT est de pouvoir inclure une analyse basée sur l'ensemble des indicateurs dans les rapports futurs, selon la disponibilité des données.

Indicateur [§]	Thématique	Secteur	Source	Pays disponible	Variables à suivre	Indicateur équivalent [†]	Code indicateur équivalent [‡]	Note
# Réfugiés	1.a Mouvement des populations		UNHCR Data portal	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Tous les réfugiés	NA		
# Personnes déplacées internes (PDI)	1.a Mouvement des populations	Protection				Humanitarian Indicator Registry	P6-2	
# de filles / garçons qui ont été séparés de leurs parents ou tuteurs.	1.b Mouvement des populations / Protection	Protection	MSNA/DTM			2022 JIAF indicator bank Humanitarian Indicator Registry	69 P1-PC7-1	

§ Tous les indicateurs seront étudiés pour la période définie.

† Indicateurs équivalents existant dans banques des données standardisées. ‡ Code Indicateur dans le banque de donnée standard

Le contenu de la présente publication se limite à l'analyse des données disponibles.
Il ne reflète pas la position et/ou l'opinion des agences, acteurs et d'autres membres du GRANIT.



Information sur les indicateurs

Indicateur [§]	Thématique	Secteur	Source	Pays disponible	Variables à suivre	Indicateur équivalent [†]	Code indicateur équivalent [‡]	Note
# Troubles sociaux.	2. Incidents de sécurité	Protection	ACLED	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Arrestations ; Force excessive contre les manifestants ; Violence populaire ; Manifestation avec intervention des forces de l'ordre ; Manifestation violente.	N/A		tensions internes/violences
# Violences.	2. Incidents de sécurité	Protection	ACLED	Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana	Enlèvement/disparition forcée ; Frappe aérienne par drone ; Affrontement armé ; Attaque ; Utilisation perturbée des armes ; Grenade ; Explosif à distance/mine terrestre/IED ; Attaque par obus/artillerie/missile ; Violence sexuelle en temps de guerre; Attaque suicide ; Pillage/destruction de biens.	N/A		violence externe
# centres médicaux attaqués.	3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Santé	Services nationaux de santé			Humanitarian Indicator Registry	P-2	Pour cet indicateur, on s'intéresse au nombre de centres qui ont été ciblés, pour mieux comprendre l'évolution de la violence
# de centres médicaux affectés.	3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Santé	Services nationaux de santé			N/A		Pour cet indicateur, nous voudrions avoir une idée du nombre de centres qui ont vu diminuer leur activité pour des problèmes liés au conflit (i.e : centres où le personnel a arrêté d'y aller ; manque de médicament ; etc)
# écoles (non) fonctionnelles en raison de l'insécurité	3.b Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	Éducation	BdD nationaux/ évaluations EiE					
# points d'eau non accessibles en raison de l'insécurité	3.c Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	WASH	Évaluations spécifiques WASH					
# structures WASH et d'installations sanitaires non accessibles en raison de l'insécurité	3.c Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base	WASH	Évaluations spécifiques WASH					
# de ménages dirigés par des enfants	4. Protection	Protection	MSNA			Humanitarian Indicator Registry	P5-2	
Déficit hydrique climatique	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Indice de sévérité de la sécheresse	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Accumulation de précipitations	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				
Température maximale	5. Effet changement climatique	Climat	Extraction TerraClimate	Côte d'Ivoire; Bénin				

§ Tous les indicateurs seront étudiés pour la période définie.

† Indicateurs équivalents existant dans les banques de données standardisées. ‡ Code Indicateur dans la banque de donnée standard